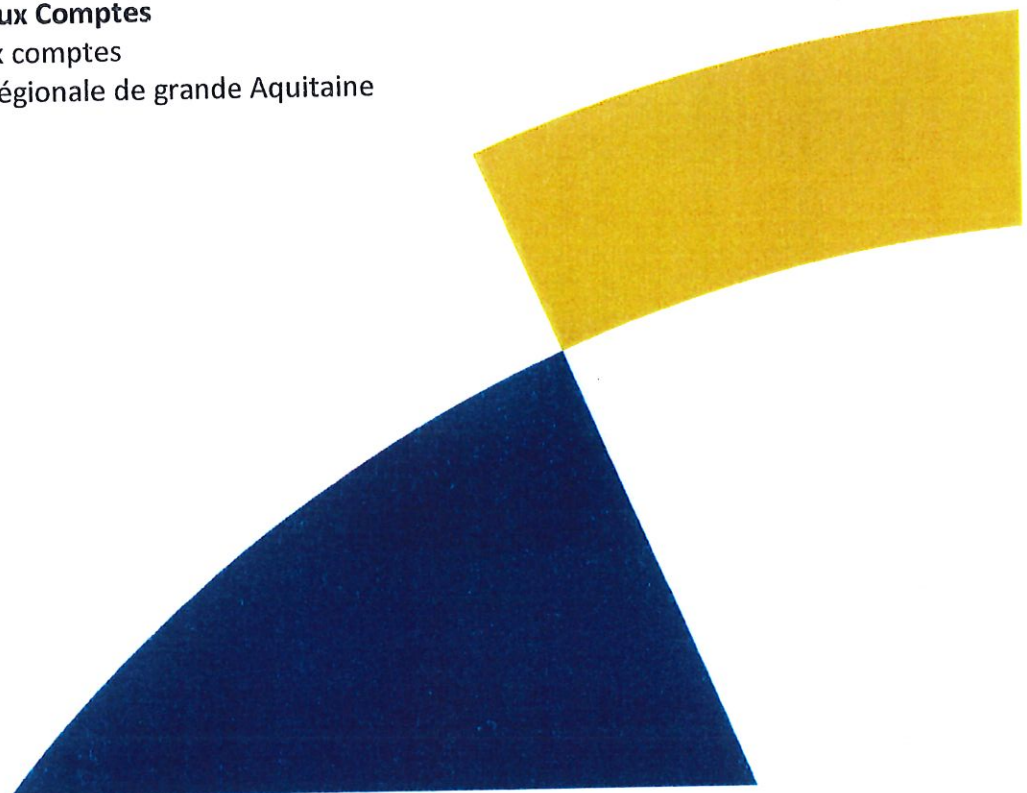


UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de grande Aquitaine



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

**UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DE LA HAUTE-VIENNE**
18 rue Valentin Lemoine
87000 LIMOGES

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-VIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées dans le point ii « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes



comptables appliqués , sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 15 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Gilles NOYER - Associé



I) BILAN ET COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025

BILAN ACTIF (€)	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements, Provisions	Net	Net
Immobilisation incorporelles	108 243	57 811	50 432	70 421
Frais d'établissement			0	0
Frais de développement	33 279	8 447	24 832	26 496
Donations temporaires d'usufruit			0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	72 149	49 363	22 786	38 650
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	2 814		2 814	5 274
Immobilisations corporelles	2 402 627	2 026 249	376 378	363 538
Terrains			0	0
Constructions	1 805 030	1 543 370	261 661	283 831
Instal.techn., mat.et outillage industriels	28 204	23 981	4 223	2 257
Autres immobilisations corporelles	569 392	458 898	110 494	77 451
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			0	0
Immobilisations financières	180 803	0	180 803	174 868
Participations	25		25	25
Créances rattachées à des participations			0	0
Autres titres immobilisés	1 525		1 525	0
Prêts	172 109		172 109	170 604
Autres immobilisations financières	7 144		7 144	4 239
ACTIF IMMOBILISE TOTAL (I)	2 691 672	2 084 059	607 613	608 827
Stocks et en-cours			0	0
Créances clients, usagers et comptes rattachés	106 056		106 056	91 069
Créances reçues par legs ou donations			0	0
Autres créances	70 910		70 910	104 624
Charges constatées d'avance (3)	15 507		15 507	5 611
Valeurs mobilières de placement	56 048		56 048	54 684
Instruments financiers à terme et jetons détenus	0		0	0
Disponibilités	4 167 088		4 167 088	3 972 534
ACTIF CIRCULANT TOTAL (II)	4 415 609	0	4 415 609	4 228 522
TOTAL ACTIF (I à IV)	7 107 281	2 084 059	5 023 222	4 837 349
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an				



BILAN PASSIF (€)	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	1 758 052	1 515 400
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 606 930</i>	<i>1 364 277</i>
Réserves statutaires ou contractuelles	61 095	61 095
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	90 027	90 027
Report à nouveau	1 034 583	1 014 046
Report à nouveau en gestion propre	999 748	849 089
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>135 841</i>	<i>242 653</i>
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en charge est différée</i>	<i>-101 007</i>	<i>-77 695</i>
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des charges rejetées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	164 543	263 189
Excédent ou déficit des activités en gestion propre	51 820	150 660
<i>Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>112 723</i>	<i>112 529</i>
Situation nette (sous-total)	2 957 178	2 792 635
<i>dont situation nette des activités sous gestion contrôlée des activités sociales et médico sociales (sous total)</i>	<i>1 754 487</i>	<i>1 641 764</i>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement	6 043	6 043
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES TOTAL (I)	2 963 221	2 798 678
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	242 036	235 607
FONDS DEDIES ET REPOTES TOTAL (II)	242 036	235 607



Provisions pour risques	39 825	53 990
Provisions pour charges	690 352	664 411
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL (III)	730 178	718 401
Emprunts. et dettes auprès des établ. de crédit (1)	75 957	80 703
Emprunts et dettes financières diverses (2)	4 500	3 750
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 403	62 358
Dettes fiscales et sociales	762 171	728 503
Dettes sur immob. et comptes rattachés	2 974	5 178
Autres dettes	176 782	204 156
Produits constatés d'avance	0	15
DETTES D'EXPLOITATION TOTAL (IV)	1 087 787	1 084 663
TOTAL PASSIF (I à V)	5 023 222	4 837 349
(1) Dont à moins d'un an :	4 791	4 746
à plus d'un an :	71 166	75 957
(2) Dt conc. banc. courants et soldes banques créd. :		



COMPTE DE RESULTAT PRODUITS (€)	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Cotisations	835	854
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de Prestations de services	158 227	133 601
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 243 414	4 898 017
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	4 630 089	4 403 782
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Autres produits - Usagers	823 104	819 554
dont produits à la charge de l'usager relatifs aux activités sociales et médico-sociales	823 104	819 554
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	55 571	22 663
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisation des fonds dédiés	42 754	31 039
Autres produits	6 328	840
TOTAL (I)	6 330 234	5 906 567
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	816 058	744 571
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	418 735	381 443
Salaires	3 514 651	3 403 940
Cotisations sociales	1 243 965	1 117 587
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	77 303	72 863
Dotations aux provisions	67 348	71 571
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	49 184	22 135
Autres charges	66 777	68 675
TOTAL (II)	6 254 022	5 882 785
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	76 212	23 781



COMPTE DE RESULTAT CHARGES (€)	31/12/2025	31/12/2024
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	101 362	98 862
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprise sur dépréciations et provisions		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (III)	101 362	98 862
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	746	791
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (IV)	746	791
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	100 616	98 071
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	176 828	121 853
Produits exceptionnels		152 751
TOTAL (V)	0	152 751
Charges exceptionnelles		
TOTAL (VI)	0	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	152 751
Participation des salariés aux résultats	12 285	11 415
Impôts sur les sociétés		
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	6 431 596	6 158 180
TOTAL DES CHARGES (II+VI+VII+VIII)	6 267 053	5 894 991
EXCEDENT OU DEFICIT	164 543	263 189
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	112 723	112 529
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	106 509	115 267
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES	106 509	115 267
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite des biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	106 509	115 267
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES	106 509	115 267



II) ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2025 dont le total est de **5 023 222 euros** et au compte de résultat de l'exercice dont le total des charges est de **6 267 053 euros**, et dégageant un résultat de + **164 543 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01.01.2025 au 31.12.2025.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 2 avril 2026.

a. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

i. Cadre de référence

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, ainsi qu'aux dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023.

L'association gérant des établissements relevant du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), elle entre dans le champ d'application du règlement n°2019-04 de l'ANC relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le règlement ANC n° 2023-03 a été pris en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ces dispositions sont applicables aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

ii. Changement de réglementation comptable (ANC 2022-06 et ANC 2023-03)

La première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 constitue un changement de méthode comptable au sens de l'article L123-17 du code de commerce.

Le règlement ANC n° 2022-06 a modernisé la présentation des états financiers du Plan comptable général. Le règlement ANC n° 2023-03 a adapté, en coordination avec cette réforme, plusieurs règlements sectoriels de l'ANC, dont le règlement ANC n° 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif.

S'agissant d'un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du PCG, il n'a pas à être justifié.

Les modalités de mise en œuvre, notamment celles relatives à la première application, figurent à l'article 27 dudit règlement, qui précise que :

- Les dispositions du présent règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application
- Lors du premier exercice d'application, les entités présentent le bilan et le compte de résultat conformément aux modèles figurant dans le présent règlement



- Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent l'exercice de première application sont présentés selon ces modèles, le cas échéant, en procédant à des reclassements

Ce changement de réglementation se traduit par :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique de transfert de charges
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature
- De nouveaux modèles d'états financiers

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'association a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat exceptionnel.

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement. Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles »
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat. Par exemple :
 - o Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, les immobilisations en cours sont désormais regroupées avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;
 - o Dans la colonne comparative 2024 du bilan, la ligne « Charges constatées d'avance » est désormais parmi les éléments constituant la rubrique des « Créances »

La première application de ces règlements n'a pas d'autres incidences que celles mentionnées ci-dessus à la clôture de l'exercice. Aucun reclassement significatif n'ayant été opéré sur la colonne comparative 2024, la présentation séparée du bilan et du compte de résultat 2024 tels qu'arrêtés et publiés n'est pas requise.

iii. Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des modifications apportées par l'entrée en vigueur des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 mentionnés ci-dessus.
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation applicables. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont mentionnées dans l'annexe les informations présentant un caractère significatif au regard de l'activité, de la situation financière et du résultat de l'entité.



Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

- l'application de la nouvelle réglementation sur les actifs a conduit l'association à n'identifier aucun bien décomposable dans son patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	2 à 3 ans
Immeubles opérationnels	17 à 30 ans
Agencements constructions	6 à 20 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 8 ans
Mobilier	8 à 10 ans

La base amortissable est diminuée de la valeur résiduelle dès lors que celle-ci est significative et mesurable.

OPTION : La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les règles suivantes ont été appliquées sur l'exercice :

1-2 - PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat (après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement), hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur intermédiaire à la date de clôture.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode « premier entré, premier sorti ».



1-3 - CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur brute nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 - INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (Décrets n°83-1020 du 29 novembre 1983 – art. 47 et n° 67-236 du 23 mars 1967 – art. 294 à 299)

Nature : SICAV de valeurs françaises

Evaluation : Méthode F.I.F.O.

Montant en comptabilité au 31/12/2025..... 56 048 euros

Evaluation boursière au 31/12/2025 56 141 euros

iv. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est à constater au niveau de l'exercice comptable 2025.

v. Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Les états comptables de l'UDAF Institution, des services Tutelle (MJPM + DPF), des services d'Accès au Droit, de Familles Gouvernantes, Point Conseil Budget, Résidences Accueil et RT (Gestion Propre) ont été consolidés afin de présenter sur un document unique l'ensemble des activités de l'UDAF de la Haute-Vienne.

Depuis décembre 2007, la gestion financière des dossiers confiés au service des tutelles est effectuée à partir de comptes bancaires individuels ouverts au nom des Majeurs protégés. Ne sont inscrits au bilan que les anciens comptes bancaires ouverts pour la gestion des mesures M.J.A.G.B.F. (mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial) et les reliquats subsistant sur des comptes UDAF correspondant principalement à des dossiers terminés en cours de règlement. Leur montant s'élève à 74 458 € au 31/12/2025.

Le montant des fonds détenus par les majeurs sous mesure de protection ne figure ni à l'actif, ni au passif ; il s'élève à 103 022 538 € au 31/12/2025.

vi. Autres informations : identité et organisation

La création de l'UNAF et des UDAF par ordonnance du 3 mars 1945 et la loi du 11 juillet 1975 donne mission officielle à l'UDAF de :

- Donner avis aux Pouvoirs Publics sur la politique familiale à l'échelle nationale et locale
- Représenter officiellement l'ensemble des familles auprès des Pouvoirs publics
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estiment devoir lui confier la charge
- Se constituer partie civile lorsque les intérêts matériels et moraux des familles sont menacés.



L'UDAF est une association loi de 1901 reconnue d'utilité publique.

Dans cette perspective, l'UDAF 87 gère :

- Deux établissements sociaux et médico-sociaux qui relèvent du Code l'Action Sociale et des Familles : le service MJPM (Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs) et le service D.P.F. (Délégué aux Prestations Familiales). Ces deux services bénéficient d'une Dotation Globale de Financement.
- Une Résidence Accueil d'une capacité de 25 places à Bellac. Ce service bénéficie d'une subvention de l'Etat calculée sur la base d'un coût journalier par résident.
- Une nouvelle Résidence Accueil a été ouverte en 2025 à Saint Junien avec une capacité de 20 places selon les mêmes modalités de financement que celles citées ci-dessus.
- Le service Familles gouvernantes
- Le service Accès au droit
- Le service L'Action Educative Budgétaire (AEB) / Points Conseil Budget (PCB)
- L'institution qui regroupe les services suivants :
 - o Le service Action Générale et Pôle Parentalité
 - o L'Information et Soutien aux Tuteurs familiaux (ISTF)
 - o Micro-crédit personnel

vii. Evènements marquants et faits significatifs

L'année 2025 a été marquée par trois éléments ayant eu un impact significatif sur les comptes :

- L'ouverture de Résidence Accueil de Saint Junien avec l'octroi d'une nouvelle subvention de 142 350 € dédiée à la gestion de ce service.
- Les 80 ans de l'UDAF et l'organisation d'un colloque MJPM ont engendrés 38 489 € de charges supplémentaires
- La mise en place des tickets restaurants au 1^{er} décembre a eu un impact sur les comptes 2025 de 66 914 € sur les charges de l'UDAF.



**b. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU
COMPTE DE RESULTAT**

i. Etat de l'actif immobilisé

	Valeur brute des immobilisations en début d'exercice	Acquisition / Création	Diminutions / Cessions	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais de développement	33 279			33 279
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	75 457		3 308	72 149
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	5 274		2 460	2 814
Constructions sur sol propre	1 009 800	3 970		1 013 770
Installations, agencements des constructions	789 308	2 608	656	791 260
Autres installations, agencements, aménagements	24 998	3 864	658	28 204
Matériel de bureau, informatique, mobilier	542 157	62 173	34 937	569 392
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	0			0
TOTAL	2 480 273	72 615	42 018	2 510 869
Participations	25			25
Autres titres immobilisés		1 525		1 525
Prêts et immobilisations financières	170 604	15 650	14 145	172 109
Autres immobilisations financières	4 239	3 144,00	239	7 144
TOTAL	174 868	20 319	14 384	180 803
TOTAL GENERAL	2 655 141	92 933	56 402	2 691 672



ii. Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dot. exercice	Elements sortis repris.	Fin exercice
Frais établists, rech. et dévelpt	6 783	1 664		8 447
Autres immob. incorporelles	36 806	15 865	3 308	49 363
Constructions sur sol propre	867 779	17 167		884 946
Install., agencs des constructions	647 498	11 581	656	658 423
Autre install, agencs, aménagements	22 742	1 897	658	23 981
Mat. de bureau, inform., mobilier	464 706	29 129	34 937	458 898
TOTAL	2 046 314	77 303	39 558	2 084 059

iii. Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentation dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour amendes, pénalités et litiges	0			0
Autres provisions pour risques	53 990		14 165	39 825
Pour départ retraite et autres obligations	656 604	67 348	41 406	682 546
Pour renouvellement immo.	0			0
Pour grosses réparations	0			0
Autre charges	7 807			7 807
TOTAL GENERAL	718 401	67 348	55 571	730 178

Les autres provisions pour risques concernent des contentieux. Les montants provisionnés résultent de la meilleure estimation du risque évalué par la direction à la date d'arrêté des comptes et en fonction de l'avancée des différentes procédures.

La provision pour départ à la retraite a été calculée selon la méthode de calcul préconisée dans le cadre de l'application de la norme IAS 19 révisée.

Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- Turnover : moyen
- Table de mortalité : INSEE 2019
- Taux de revalorisation des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 2 %



iv. Variation des fonds propres

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (GESTION PROPRE)

VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS)	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT°	DIMINUT° OU CONSOMMAT°	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves statutaires ou contractuelles	61 095				61 095
Autres réserves	45 619				45 619
Réserves pour investissements	44 408				44 408
Report à nouveau	849 089	150 660			999 748
Excédent ou déficit de l'exercice	150 660	-150 660	51 820		51 820
Situation nette	1 162 920	0	51 820	0	1 214 740
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	1 150 871	0	51 820	0	1 202 691

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (suite)

**VARIATION DES FONDS PROPRES ET AUTRES POSTES SPECIFIQUES SOUS GESTION
CONTROLEE DES ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO SOCIALES**

VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS)	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTAT°	DIMINUT° OU CONSOMMAT°	A LA CLOTURE
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 364 277		242 652		1 606 930
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	242 653	135 841		242 652	135 841
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales dont la prise en charge est différée	-77 695	-23 312			-101 007
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée des charges rejetées	0				0
TOTAL	1 529 235	112 529	242 652	242 652	1 641 764
Résultats des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée - Excédent ou déficit de l'exercice	112 529	-112 529	112 723		112 723
Situation nette	1 641 764	0	355 375	242 652	1 754 488
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	6 043				6 043
TOTAL	1 647 808	0	355 375	242 652	1 760 531



v. Etat des fonds dédiés

Situations Ressources	FONDS DEDIES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (194) A	Utilisation des fonds dédiés (7894) B	Reporte des fonds dédiés (6894) C	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
UDAF : Fonds dédiés/actions	29 462	9 410		20 051	16 308
UDAF : Fonds dédiés action Lire et Faire Lire Part 2FS	5 235		261	5 496	5 066
UDAF : Fds dédiés Lire et Faire Lire hors Part 2FS	7 057			7 057	7 057
UDAF : Fonds déd. micro crédit	30 837	2 890		27 947	27 947
UDAF : ISTF Fds dédiés /subvention URAPEI	33 091			33 091	33 091
PCB : Fonds dédiés	25 179	481		24 698	18 068
MJPM : Fonds dédiés sur actions innovantes	15 100	15 100		0	0
RA : Fonds dédiés / subvention DDCS	45 094		48 922	94 016	45 094
UDAF : Fonds dédiés EPMS	8 094	8 088		6	0
UDAF : Fds dédiés FS Paroles d'enfants	36 458	6 785		29 674	22 444
TOTAL	235 607	42 754	49 184	242 036	175 075
dont contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	15 100	15 100	0	0	0

vi. Comptes de liaison

ETABLISSEMENTS	Année N-1		Année N	
	Prêteur	Emprunteur	Prêteur	Emprunteur
Associations				
Etablissements en gestion propre		410 386		564 940
Etablissements en gestion contrôlée "prêteurs"	419 195		564 940	
Etablissements en gestion contrôlée "emprunteurs"		8 809		
TOTAL	419 195	419 195	564 940	564 940



vii. Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances clients	106 056	106 056	
Autres créances	1 695	1 695	
Charges constatées d'avance	15 507	15 507	
Personnel et comptes rattachés	13 681	13 681	
Produits à recevoir	55 534	55 534	
Débiteurs divers	0	0	
TOTAL GENERAL	192 473	192 473	0

ETAT DES DETTES	Montant Brut	1 an au plus	Plus 1 an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes : 2 ans max. Auprès des Ets de crédit : Plus de 2 ans	75 957	4 791	19 627	51 539
Dettes financières diverses(intérêts courus) Emprunts - autres établissements				
Cautions reçues	4 500		4 500	
Fournisseurs et comptes rattachés	65 403	65 403		
Personnel et comptes rattachés	337 788	337 788		
Sécurité sociale - autres organismes sociaux	296 529	296 529		
Etat collectivités publiques :	127 855	127 855		
Dettes sur immobilisations- cptes rattach.	2 974	2 974		
Autres dettes	176 782	176 782		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL GENERAL	1 087 787	1 012 121	24 127	51 539
Emprunts souscrits dans l'exercice				
Emprunts remboursés dans l'exercice	4 746			
Mont. empr. dettes/associés				



viii. Variation des emprunts

	Etablissement de crédit	Autres organismes	TOTAL
Total emprunts au 01/01/N	80 703		80 703
Souscription nouvel emprunt			0
Remboursement d'emprunt	-4 746		-4 746
Variation intérêts courus et non échus			0
Total emprunts au 31/12/N	75 957		75 957

ix. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Factures à établir	13 841
Avoirs à recevoir	1 695
Charges de personnel à recevoir	11 572
Autres créances	55 534
TOTAL	82 642

x. Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 843
Charges de personnel à payer	484 304
Autres charges à payer	88 995
TOTAL	600 142



xi. Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	15 507	0
TOTAL	15 507	0

c. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

i. Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	75 957
TOTAL	75 957

ii. Rémunération des dirigeants

Les membres du conseil d'administration, du bureau, de l'assemblée générale, sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat.

Ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'UDAF 87 et bénéficient d'une assurance souscrite auprès de la MAIF contre les risques d'accident.

L'UDAF 87 salarie un directeur général et des chefs de service. Le montant des rémunérations allouées est établi sur la base de la convention collective et des rémunérations spécifiques décidées par l'organe délibérant (voir art. 313-25 du code de l'action sociale et des familles).

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé en 2024 aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés, s'est élevé à 164 450 €.

iii. Effectif moyen

	Effectif moyen N	Effectif moyen N-1
Effectif contractuel en équivalents temps plein (ETP)		
Cadres	11	10
<i>dont effectifs rattachés aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>9</i>	<i>9</i>
Employés	97	99
<i>dont effectifs rattachés aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>89</i>	<i>90</i>
TOTAL	108	109
TOTAL EFFECTIFS RATTACHES AUX ACTIVITES SOCIALES ET MEDICO SOCIALES	97	99



iv. Montants des concours publics et des subventions octroyées dans l'exercice (art 431-9 de l'ANC 2018-06)

Concours publics et subventions octroyées dans l'exercice		EXERCICE N
Dotations globales de financement		
	CAF	133 088
	MSA	18 357
	Conseil Départemental 87	13 436
	DDETSPP	4 465 208
Fonds spécial		
UNAF		184 407
Subventions d'exploitation		
	CDAD	6 000
	CAF	10 200
	MSA	500
	Conseil Départemental 87	1 600
	DDETSPP	379 378
	DSDEN	2 000
	UNAF	426
	Ville de Limoges	2 300
	Limoges Métropole	1 000
	GIP-FCIP	6 800
	FDVA	500
	FONJEP	14 214
	Crédit Mutuel	4 000
TOTAL		5 243 414

v. Détermination du résultat effectif global (art 153-2 de l'ANC 2019-04)

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	164 543	263 189
Reprise du résultat antérieur	0	0
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	164 543	263 189
Dont résultat sous gestion propre	51 820	150 660
Dont résultat sous gestion contrôlée	112 723	112 529



Résultats par service sous gestion propre

	UDAF	PCB / AEB (1)	AAD	FG	RT	TOTAL
Charges	312 759	34 380	16 323	87	50 435	413 984
Produits	341 734	34 557	6 771	2 126	80 616	465 804
RESULTAT COMPTABLE	28 974	177	-9 552	2 039	30 181	51 820

(1) Service PCB financé par l'Etat et AEB géré en gestion propre

Résultats par service sous gestion contrôlée

	MJPM (2)	DPF (2)	RA (3)	RA2 (3)	TOTAL
Charges	5 263 619	138 528	280 652	155 170	5 837 969
Produits	5 363 013	151 857	280 652	155 170	5 950 692
RESULTAT COMPTABLE	99 394	13 329	0	0	112 723
Report de résultat administratif					
Réintégration des congés payés	9 838	226			
RESULTAT ADMINISTRATIF	109 232	13 555			

(2) Services en lien avec les activités sociales et médico-sociales

(3) Services Résidences Accueil financés par l'Etat

vi. Tableau des honoraires du CAC (art 832-20 ANC 2022-06)

	Commissaire aux comptes 1
Honoraires afférents à la certification des comptes	20 040
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	
TOTAL	20 040

vii. Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Nos contributions volontaires en nature sont uniquement composées de contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes).

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par le Président de l'UDAF et par le bénévole concerné pour la partie institutionnelle.

Le nombre d'heures de travail effectuées par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2025 est de : 6 127h15.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2025, soit : 11.88 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 46.32 %.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2025 est de : 106 509 €. Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.



UDAF
18 rue G. Et V. Lemoine
87065 LIMOGES Cedex
Siret : 77807415300025

Exercice du 01.01.2025 au 31.12.2025

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	0	0
Réalisées en France		
Réalisées à l'étranger		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	106 509	115 267
TOTAL	106 509	115 267

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0	0
Bénévolat	106 509	115 267
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	106 509	115 267

